

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

13e séance

tenue le

jeudi 2 novembre 1989

à 15 heures

New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 13e SEANCE

Président : M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine)

SOMMAIRE

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/SPC/44/PV.13

6 novembre 1989

FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vous rappelle que l'Assemblée générale a décidé, relativement au point 28 de l'ordre du jour qui sera examiné directement en séance plénière, que les organisations et les personnes qui s'intéressent particulièrement à la question de l'apartheid pourront être entendues à la Commission politique spéciale.

Lors de sa deuxième réunion, le 5 octobre, la Commission a décidé de fixer au 24 octobre la date limite pour le dépôt des demandes d'audition et d'examiner toutes les demandes reçues avant cette date lors d'une réunion qui précédera les auditions. Les demandes d'audition qui figurent dans le document A/SPC/44/L.2 et Add.1 à 11 ont été approuvées par la suite par la Commission. Lors de sa dixième réunion, le 31 octobre, et de sa onzième réunion, le 1er novembre, la Commission a approuvé 12 demandes d'audition supplémentaires présentées par les membres de la Commission qui souhaitent intervenir.

Je vous propose, conformément à la pratique établie les années précédentes, que la Commission demande un compte rendu in extenso de ces auditions. Si je n'entends pas d'objection il en est ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je demande à tous les orateurs de limiter leur intervention à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

Le premier orateur sur ma liste est Mme Béatrice von Roemer, de la Confédération internationale des syndicats libres.

Mme VON ROEMER (interprétation de l'anglais) : Au nom des 88 millions de travailleurs représentés par la Confédération internationale des syndicats libres, je tiens à remercier la Commission politique spéciale de nous avoir permis d'intervenir ici une fois encore à propos d'une question qui nous préoccupe le plus, la situation des syndicats en Afrique du Sud.

L'année dernière, la guerre menée par le régime de Pretoria contre les syndicats indépendants noirs s'est poursuivie et intensifiée et s'est traduite pour les syndicalistes par des attaques juridiques, des détentions et des restrictions et pour les bureaux de syndicats par des attaques, des interdictions de se réunir,

Mme von Roemer

et des campagnes de diffamation grotesques. A la suite du Labor Relations Amendment Act en vigueur depuis 1988, les syndicats ont dû entreprendre des actions juridiques coûteuses à la Cour suprême pour régler leurs différends avec leurs employeurs. Nous avons également constaté une collaboration accrue entre les employeurs et le Gouvernement et un rôle accru de la police dans des conflits du travail.

Les deux principales fédérations syndicales : le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le Conseil national des syndicats (NACTU) et un certain nombre de syndicats indépendants poursuivent leur campagne de protestation pacifique contre le Labor Relations Amendment Act. Un sommet des travailleurs s'est tenu le 26 et le 27 août pour examiner d'autres mesures à adopter. En dépit de sévères restrictions imposées par la police à leurs débats, de la présence d'une centaine de policiers lourdement armés et malgré le fait que l'on ait filmé les débats, les syndicats ont courageusement adopté une série de résolutions énergiques. En notant que "le régime d'apartheid s'est engagé dans une stratégie brutale de répression afin d'anéantir les forces progressistes, y compris le mouvement syndicaliste" et que "le Labor Relations Amendment Act fait partie de la stratégie générale de répression contre le Mouvement des travailleurs", ils ont décidé que leurs membres continueraient à intensifier leur lutte contre toute forme de répression, d'exploitation et d'oppression d'où quelle vienne et poursuivraient leur campagne pour l'abolition du Labor Relations Amendment Act jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites. Ils se sont également engagés à lancer une campagne pour la libération de tous les détenus et prisonniers politiques, la levée de l'état d'urgence et la cessation immédiate de l'exécution de patriotes. Ils ont déclaré "que le Gouvernement sud-africain et le monde entier doivent savoir que ce régime est encore déterminé à saper et à déstabiliser notre droit à la parole et à nous réunir, et notre droit à nous organiser".

A la suite du sommet, la police a fait une descente au siège du COSATU et du NACTU, ainsi que dans la résidence de Jay Naidoo, Secrétaire général du COSATU. Le Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (ICSTU) dans un message adressé à M. de Klerk, a qualifié ces descentes de police de "violations flagrantes des normes internationales reconnues et a déclaré que les ingérences policières de ce genre dans le mouvement syndicaliste démocratique, qui représente les aspirations de la majorité des travailleurs sud-africains, ne

Mme von Roemer

peuvent que compromettre l'espoir d'une solution négociée pour mettre un terme à l'apartheid.

Quatre semaines plus tard, la Cour suprême a ordonné à la police de restituer les photos, les cassettes vidéo et les documents saisis au foyer de Jay Naidoo et au siège du COSATU en invoquant le fait que le mandat de perquisition n'était pas valable. La police a restitué le matériel mais pour le confisquer à nouveau après avoir produit un nouveau mandat de perquisition.

Plusieurs bureaux de syndicats ont également fait l'objet de descentes de police au mois de septembre lorsque le NACTU et le COSATU ont annoncé le lancement d'un boycott de deux semaines des milieux d'affaires blancs et l'interdiction pour une période indéfinie de travailler en heures supplémentaires afin de soutenir les demandes d'amendement au Labor Relations Amendment Act.

Mme von Roemer

Malgré tout ce harcèlement, les syndicats ont continué leur campagne, organisé des ralentissements et des arrêts de travail, ainsi que des manifestations. Le 14 octobre, plus de 150 000 travailleurs ont participé aux défilés organisés dans 17 villes et cités sud-africaines, pour demander la modification du Labor Relations Amendment Act. Les travailleurs ont également protesté contre les élections racistes en s'abstenant de se rendre au travail pendant deux jours. On a estimé que 3 millions de travailleurs ont boycotté le travail le jour des élections, ce qui représente à peu près la moitié de la population active de l'Afrique du Sud et presque 100 % des travailleurs organisés. Cette participation massive à la campagne de protestation montre que le mouvement des syndicats noirs indépendants est au coeur de l'opposition anti-apartheid.

Au cours de la semaine d'élection, 739 personnes ont été arrêtées et, le jour des élections, 252 personnes ont été détenues au titre des règlements d'exception. Plusieurs réunions syndicales ont été interdites. Trois membres du National Union of Mineworkers ont été tués à la mine d'or Kinross de Gencor par le personnel de sécurité deux jours après l'absence volontaire des employés et le syndicat a dit que la fusillade était une tentative d'intimider les travailleurs qui avaient participé aux protestations pré-électorales.

Certaines sociétés ont accepté de ne pas recourir au Labor Relations Amendment Act contre les travailleurs tandis que d'autres n'ont été que trop heureuses de le faire. Une des premières sociétés multinationales à recourir à ses dispositions pour écraser les grèves a été la société britannique de caoutchouc Dunlop. Elle a obtenu un arrêt de la Cour pour arrêter la grève de la National Union of Metalworkers sur la base d'une disposition de la loi interdisant aux travailleurs de faire la grève plus d'une fois au sujet de la même question en l'espace d'un an. Plessey, une société britannique d'électronique, a appliqué la loi visant à briser les syndicats en refusant l'accès à l'usine à plus de 400 travailleurs lorsque l'Electrical and Allied Workers Trade Union a refusé d'accepter des offres salariales déraisonnables. La direction a lancé à ces travailleurs un ultimatum pour qu'ils acceptent les offres salariales à la date fixée sous peine d'être congédiés. La police de sécurité sud-africaine s'est rendue au domicile de certains de ces travailleurs et a menacé de les détenir s'ils ne retournaient pas au travail. A la Prospecton Toyota Plant, au Natal, 4 000 travailleurs ont été mis à pied en août lorsque la société a obtenu une injonction d'exception de la Cour déclarant la grève illégale.

Mme von Roemer

Ce ne sont que quelques exemples des sociétés qui, au titre de la loi du travail du régime d'apartheid, ont recouru au lock-out et aux congédiements et se se sont faits les complices de la police de sécurité sud-africaine.

La violence du régime contre le mouvement syndical indépendant noir se présente aussi sous des formes extra-légales bizarres, telles que la campagne de diffamation, qui a commencé il y a un an et qui atteint maintenant des proportions sans précédent. Une avalanche de pamphlets, de lettres et de bulletins contenant des accusations ridicules à l'égard des dirigeants syndicaux ont été diffusés pour semer la discorde dans le mouvement des travailleurs noirs. Des lettres écrites abusivement sur du papier portant le nom des syndicats ont également été envoyées aux organisations et syndicats de l'étranger s'opposant à l'apartheid afin de saper leur appui en faveur de sanctions et de bloquer les fonds destinés aux syndicats en Afrique du Sud. Selon un article du Weekly Mail,

"les thèmes communs et la terminologie des pamphlets indiquent que cette campagne est étroitement coordonnée, et le nombre élevé d'exemplaires distribués donne à penser que cette campagne jouit d'un appui financier important."

Les élections en Afrique du Sud ont fait de nouveau parler de "réformes" imminentes. Il importe de garder à l'esprit que, dans son manifeste électoral, le Parti national a souligné qu'il continue de souscrire à la notion de droits des groupes - "idéalement et culturellement définis" -, et de quoi s'agit-il si ce n'est du fondement même de la politique d'apartheid? Le suffrage universel des adultes n'est manifestement pas dans le domaine du possible et, de fait, a été explicitement rejeté par le Parti national au cours de la campagne électorale.

En même temps, il est clair que les sanctions contre le régime de Pretoria, même si elles sont trop limitées, ont eu certains effets. La Confédération continue d'exiger des sanctions obligatoires globales et, à l'heure actuelle, concentre ses efforts en vue d'un embargo sur le charbon sud-africain. Nous avons également attiré l'attention sur un facteur qui, jusqu'à récemment, a été largement oublié dans la campagne en faveur du désinvestissement, à savoir les opérations des multinationales sud-africaines à l'extérieur de l'Afrique du Sud. Un certain nombre de ces sociétés achètent des actions dans des sociétés étrangères bien établies qui ne sont ni sujettes ni vulnérables aux pressions exercées contre l'apartheid. Dans certains pays, les entreprises sud-africaines ont créé des

Mme von Roemer

sociétés fictives pour se soustraire aux impôts et pour éviter les sanctions. La Confédération a publié une liste des sociétés transnationales sud-africaines qui ont des filiales à l'étranger sous le titre "Exporter l'apartheid? ", que je serais heureux de fournir à toutes les délégations intéressées.

Comme cela a été dit à maintes reprises dans ces enceintes, on ne peut réformer l'apartheid; on ne peut que l'abolir. La Confédération continuera d'appuyer fermement nos frères et soeurs d'Afrique du Sud jusqu'au jour où cette vérité manifeste n'aura plus à être répétée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole à M. Richard Harvey, qui parlera au nom de M. Lennox Hinds de l'Association internationale des juristes démocrates.

M. HARVEY (interprétation de l'anglais) : Au nom de Lennox Hinds, Représentant permanent auprès des Nations Unies de l'Association internationale des juristes démocrates, je remercie la Commission spéciale de nous donner encore une fois l'occasion de lui faire connaître les vues de notre association sur les politiques actuelles du gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud.

Notre association a été fondée il y a plus de 40 ans et a pour devise : "Le droit au service de la paix". Nous avons aujourd'hui des organisations membres dans plus de 95 Etats Membres des Nations Unies, qui comprennent des centaines de milliers de juristes, de juges, de professeurs de droit et d'étudiants de tous les continents du monde. L'Association a toujours combattu pour le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et nous nous sommes toujours opposés activement aux crimes d'apartheid, de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme sous toutes leurs formes.

Notre association a toujours condamné résolument l'apartheid en tant que crime contre l'humanité et nous sommes absolument convaincus que l'apartheid ne saurait être "réformé" ni "libéralisé". C'est pourquoi nous nous félicitons de la Déclaration de Harare du Comité ad hoc des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur l'Afrique australie, dans laquelle le peuple d'Afrique réaffirme que l'ensemble des peuples du continent ne pourront réaliser les objectifs fondamentaux de paix, de dignité humaine et de justice, tant que le système d'apartheid en Afrique du Sud persistera; qu'une paix et une stabilité permanentes ne pourront être réalisées tant que le système d'apartheid n'aura pas été complètement éliminé et que l'Afrique du Sud ne sera pas devenue un pays uni, démocratique et non racial.

M. Harvey

L'apartheid ne peut être relégué au statut de simple conflit régional. Le régime sud-africain a fait la guerre à l'ensemble de l'Afrique australe, que ce soit directement, en recourant aux commandos terroristes, ou indirectement, en recourant à ses fantoches de l'UNITA ou du RENAMO. Ces forces ont assassiné et mutilé des milliers de civils et de non-combattants dans leurs campagnes de terreur et de déstabilisation des Etats de première ligne. Notre association tient à rendre hommage à ces Etats et à leurs peuples qui ont tant souffert parce qu'ils se sont montrés courageux en appuyant les luttes de libération de l'Afrique australe.

En outre, la domination brutale par le régime d'apartheid du peuple namibien et l'exploitation impitoyable de ses ressources naturelles ne prendront pas fin si la communauté internationale tout entière ne se montre résolument vigilante. A cette fin, l'Association internationale des juristes démocrates a envoyé plusieurs délégations pour observer la période de transition vers l'indépendance de la Namibie. En fait, notre représentant permanent se trouve actuellement à Windhoek avec les juristes de plusieurs autres pays, y compris un membre de l'Association sud-africaine des juristes démocrates. Ils enquêtent et feront rapport sur la question de savoir si les électeurs ont pu s'inscrire sans contrainte, si les partis politiques ont pu mener leur campagne en toute liberté et si les forces sud-africaines ont cherché à brutaliser ou à intimider les électeurs pour nuire au processus d'élections libres et régulières. Notre association publiera un rapport très complet à la fin de cette mission, y compris les recommandations, pour savoir si ces élections peuvent être considérées libres et régulières.

Loin d'être une question régionale, les politiques internationale et nationale du régime d'apartheid sont une responsabilité internationale. Le régime lui-même reconnaît ce fait, et c'est pourquoi il mène une vigoureuse campagne de relations publiques pour fournir à ses alliés des munitions sous forme de gestes dont le but est de faire croire qu'il est de bonne foi dans la recherche d'un changement zéel en Afrique du Sud. Néanmoins, M. de Klerk est tout autant le champion de l'apartheid que ses prédécesseurs. En juin dernier seulement, il a donné son aval à la reprise de l'état d'urgence fasciste qui existait depuis quatre ans.

M. Harvey

Au mépris flagrant des appels à la clémence de l'opinion publique, il a permis l'assassinat judiciaire d'un militant de l'ANC, Mangena Jeffrey Boesman. Sous son autorité, l'odieuse politique de déplacements forcés se poursuit impunément, et encore récemment, le 26 octobre, ses forces de police ont arrêté 180 Noirs qui vivaient dans la prétendue ville libérale de Johannesburg au mépris des lois ségrégationnistes de l'apartheid.

Sous ce nouveau président, quelque 3 500 prisonniers politiques se trouvent toujours dans les prisons du régime et cinq parmi les nombreux condamnés à mort poursuivent actuellement une grève de la faim dans l'horrible prison de Kroonstad. En outre, parmi les milliers qui ont été arrêtés ces dernières années sans avoir été jugés, des centaines ont été remis en liberté pour simplement se retrouver des "non-personnes", prisonniers dans leurs propres foyers, frappés de l'interdiction de quitter les villes où ils vivent, d'assister à des réunions politiques, muselés par des restrictions qui les empêchent d'écrire ou d'être cités dans toute publication, enchaînés de l'aube au crépuscule par le couvre-feu et ne jouissant d'aucune vie privée du fait de perquisitions conduites sans mandat d'arrêt par les forces de sécurité.

Comment la communauté internationale doit-elle réagir à des événements comme la remise en liberté de Walter Sisulu et d'autres camarades de Nelson Mandela? Le Gouvernement britannique s'est servi de cet événement pour justifier son opposition à l'appel uni du Commonwealth en faveur de sanctions économiques accrues. Et c'est exactement ce que le régime voulait. Mais la réponse à notre question est simple : la communauté internationale ne doit pas écouter les promesses en l'air de M. de Klerk, mais plutôt Walter Sisulu et ses frères qui ont survécu aux conditions de vie bestiales de la prison de Robben Island. Ils ne disent pas que le moment est venu de relâcher la pression internationale visant la suppression définitive de l'apartheid. Bien au contraire, ils demandent que cette pression soit intensifiée. Certes, nous nous réjouissons de voir les drapeaux et les emblèmes de l'African National Congress et du parti communiste sud-africain flotter librement et ouvertement au mépris de lois vieilles de près de 30 ans, mais il nous faut réclamer avec plus de force la levée des interdictions frappant ces organisations. Rappelons-nous que ce n'est pas le régime qui a permis que ces drapeaux flottent au vent, c'est le mouvement démocratique de masse à l'intérieur de l'Afrique du Sud qui a libéré ses propres organisations d'avant-garde.

M. Harvey

Nous pensons qu'il est vital pour le renforcement de ce mouvement démocratique de masse que la communauté internationale maintienne sa pression sur l'apartheid pour mettre fin à l'exécution des patriotes, faire relâcher Nelson Rohihlahla Mandela et tous les prisonniers et détenus politiques encore incarcérés, permettre la levée des restrictions inhumaines frappant les adversaires du régime, supprimer les lois qui considèrent comme un crime d'appuyer les organisations démocratiques comme l'African National Congress et de faire ainsi la preuve à l'opinion mondiale que le crime violent de l'apartheid ne peut plus être toléré. Tant que ces mesures élémentaires ne seront pas prises, ceux qui demandent à l'ANC d'abandonner son droit incontestable de recourir à tous les moyens, y compris à l'arme de la lutte armée, pour supprimer l'apartheid, doivent être pris pour ce qu'ils sont : des défenseurs hypocrites d'un crime impardonnable.

Nous croyons fermement que le crime de l'apartheid peut et doit être éliminé, et que tel sera bientôt le cas. Nous ne voyons pas comment pourrait s'effectuer une transition rapide et pacifique de cet état criminel vers l'édification d'une Afrique du Sud unie, démocratique, non raciste et non sexiste. Nous espérons vivement que cette transition sera hâtée par le régime qui renoncera à sa politique violente. Notre association sera constamment vigilante pendant et après les élections en Namibie afin de voir si les forces sud-africaines permettent au peuple namibien de prendre et de maintenir un contrôle démocratique sur son propre pays sans ingérence extérieure. En effet, si leurs tentatives actuelles pour dénaturer la campagne électorale de la South West Africa People's Organization (SWAPO) se traduisaient par une tentative pour recréer après les élections des mouvements semblables à l'UNITA ou au RENAMO dans le contexte namibien, alors l'opinion mondiale verrait dans quelle mesure on peut prêter foi aux affirmations de M. de Klerk, qui prétend avoir un mandat pour changer l'Afrique du Sud.

Pendant cette période, les Nations Unies, leurs institutions, les Etats Membres et les organisations non gouvernementales auront un rôle crucial à jouer en appuyant l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et en fournissant toute l'aide nécessaire à l'African National Congress afin qu'il transforme l'Afrique du Sud en une société unie, démocratique, non raciale et non sexiste. Que le trentième anniversaire de l'interdiction de l'ANC soit une journée de célébration de la fin de l'apartheid sous toutes ses manifestations.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole à M. Arnold Braithwaite, du Conseil de la paix des Etats-Unis.

M. BRAITHWAITE (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Comité spécial d'avoir invité le Conseil de la paix des Etats-Unis à faire une très brève déclaration. Je pourrais revenir plus en détail sur certains événements, mais je sais que d'autres orateurs évoqueront en détail les horreurs dont l'Afrique australe est le théâtre. Je tiens également à dire que je représente officieusement une organisation, les Amis de l'African National Congress (ANC), de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et des Etats de première ligne, qui, ces deux dernières années, ont été très solidaires des luttes menées par les peuples d'Afrique australe et les ont soutenues.

La libération totale du peuple opprimé d'Afrique du Sud ne se fera jamais - je dis bien jamais - par une réforme de l'apartheid. Karl Marx écrivait un jour à son gendre, Paul Lafargue, "Nous pouvons arracher les réformes à la bourgeoisie mais nous ne pourrons jamais leur confier la solution définitive de nos problèmes".

S'agissant de l'Afrique du Sud, comme on l'a déjà souligné, malgré les luttes menées par l'ANC, la SWAPO, l'United Democratic Front (UDF) et d'autres associations anti-apartheid à l'intérieur du pays, le système paraît tout à fait incapable de se réformer lui-même. Bien sûr, quelques concessions ont été arrachées à Pretoria comme, par exemple, la remise en liberté de Walter Sisulu et de cinq autres camarades, l'immense rassemblement qui a eu lieu il y a quelques jours et qui, pour la première fois, n'a pas été réprimé brutalement par la police et les accords quadripartites imposés à l'Afrique du Sud à la suite de sa défaite sur le champ de bataille à Cuito Cuanavale. Il y a d'autres exemples de l'intransigeance de ce régime mais je ne les mentionnerai pas maintenant.

La nature intrinsèquement sadique de l'apartheid n'a pas fondamentalement changé. Les décrets d'urgence promulgués il y a quatre ans sont toujours en vigueur, ce qui se traduit par l'arrestation et la détention de dizaines de milliers de personnes, dont des milliers d'enfants. De nombreuses personnes ont été massacrées par la police et les forces de sécurité. A l'heure actuelle, 268 prisonniers politiques attendent d'être exécutés.

L'un des actes les plus sauvages - et il est bien difficile de dire quel acte de ce régime est le plus horrible - fut l'arrestation arbitraire et la condamnation à mort de six jeunes, dont l'un au moins ne participait pas à la manifestation au cours de laquelle un policier a été tué. Bien qu'il n'y ait absolument aucune preuve que l'un de ces six jeunes ait tué le policier, ils ont été condamnés pour avoir partagé un "objectif commun" avec quiconque a commis ce crime.

M. Braithwaite

Laissez-moi dire ceci sur l'étrange théorie de l'"objectif commun", non seulement en Afrique du Sud mais dans mon propre pays. Il y a quelques années, deux personnes innocentes ont été repérées dans une foule lors d'une démonstration à Plainfield, dans le New Jersey, durant laquelle un policier avait été tué. Elles ont été elles aussi condamnées à mort, mais un mouvement de protestation national a obtenu leur libération. Je pense que les mouvements de protestation internationaux ont à ce jour empêché le régime sud-africain d'exécuter les six personnes qui avaient été arrêtées sous ce prétexte d'"objectif commun".

Parlant d'"objectif commun", tout écolier sait que le Gouvernement des Etats-Unis, qui représente les intérêts des sociétés transnationales, partage un "objectif commun" avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour préserver la domination de la minorité blanche, afin que les sociétés américaines puissent tirer d'énormes profits de leurs activités en Afrique du Sud. Mais j'aimerais aussi souligner que les forces anti-apartheid aux Etats-Unis partagent un "objectif commun" avec les combattants courageux en Afrique du Sud pour effacer de la face de la terre le système raciste le plus barbare du monde.

Ainsi, nous avons l'ignoble objectif commun de préserver et le juste objectif commun d'éliminer. Et le juste objectif prévaudra. J'en suis convaincu. Tout d'abord, parce que les combattants courageux de l'ANC, de la SWAPO et du Front démocratique uni et d'autres organisations anti-apartheid qui, dans le ventre de la bête, affrontent le monstre, feront en sorte qu'il prévalse. Et se joindront à eux les travailleurs et ceux qui appuient le Congrès des syndicats sud-africains, et les mouvements anti-apartheid internationaux. L'unité entre ces groupes se raffermira de plus en plus.

Je dois dire que, dans mon pays, beaucoup de faits positifs se produisent en ce moment dans le mouvement anti-apartheid. Cette évolution conduira finalement à la fin de la politique réactionnaire, vouée à l'échec, des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique du Sud. Depuis sa création il y a dix ans, le U.S. Peace Council lie la lutte pour la paix à la lutte anti-apartheid - et j'ajouterai ici que le Conseil de la paix que je représente célébrera son dixième anniversaire le 10 novembre, à Boston. Il lie également ces luttes à celle menée contre le racisme et la réaction aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les activistes de la paix, les étudiants et les syndicalistes joignent les rangs des Africains-Américains et d'autres organisations de minorités dans le mouvement anti-apartheid. Des boycottages massifs contre

M. Braithwaite

Shell, Mobile et d'autres sociétés qui commercent avec l'Afrique du Sud contraignent certaines d'entre elles à se priver de leurs intérêts en Afrique du Sud. Nous savons, bien entendu, qu'un grand nombre de ces arrangements de retrait ne sont que des subterfuges destinés à duper le mouvement anti-apartheid pour l'amener à penser que ces sociétés se retirent véritablement de l'Afrique du Sud. Nous savons que, dans de nombreux cas, elles créent des sociétés fictives en Afrique du Sud avec des noms sud-africains pour donner au moins l'impression d'une séparation de tout lien avec les sociétés américaines. Mais, en agissant ainsi, elles sont au moins forcées de faire un geste dans leurs tentatives, vouées à l'échec, de pacifier le mouvement anti-apartheid. Je vous assure que les pressions continueront jusqu'à ce que tous les liens avec l'Afrique du Sud soient véritablement rompus.

Nous, dans le mouvement anti-apartheid, voyons trois questions primordiales qui doivent occuper une place centrale dans nos travaux l'année prochaine : premièrement, assurer des élections libres en Namibie - question déjà évoquée par l'orateur précédent; deuxièmement, imposer des sanctions globales et contraignantes contre l'Afrique du Sud; troisièmement, obtenir que les Etats-Unis reconnaissent l'Angola sur le plan diplomatique et qu'il soit mis fin à toute aide à l'UNITA.

Nous croyons que la solution de ces questions modifiera très favorablement le terrain de la lutte contre l'apartheid et conduira à son extermination imminente.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est M. Romesh Chandra du Conseil mondial de la paix. Je lui donne la parole.

M. CHANDRA (Conseil mondial de la paix) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil mondial de la paix et les mouvements nationaux qui en font partie et représentent 145 pays du monde entier ont une longue histoire de lutte contre la politique criminelle de l'apartheid et à l'appui des mouvements de libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Nous sommes fiers de compter parmi les dirigeants les plus éminents du Conseil mondial de la paix et membres de sa plus haute instance, le Comité présidentiel, les présidents et les secrétaires généraux des mouvements de libération, l'African National Congress d'Afrique du Sud et la South West Africa People's Organization de la Namibie, Oliver Tambo, Sam Nujoma, Alfred Nzo, Toivo ya Toivo.

Nous sommes donc très heureux de cette occasion qui nous a été donnée de venir parler aux Nations Unies sur la question des moyens de hâter l'élimination complète

M. Chandra

et définitive de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Je voudrais vous remercier personnellement, Monsieur le Président, des efforts inlassables et dévoués que vous déployez pour mobiliser les gouvernements et les peuples au service des efforts entrepris par les Nations Unies pour éliminer l'apartheid.

Vos propres activités, et celles de votre pays au sein du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, sont précieuses à tout instant. Qu'il me soit permis aussi de féliciter le Comité spécial contre l'apartheid, sous la direction compétente et dynamique de S. E. le général Joseph Garba, de tout ce qu'il a fait au cours des ans en faveur de la cause de la liberté du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Je voudrais aussi rendre un hommage au Centre des Nations Unies contre l'apartheid, dirigé aujourd'hui par le Secrétaire général adjoint, M. Sotirios Mousouris, pour le travail remarquable qu'il a accompli au fil des années.

Un nouveau climat international règne aujourd'hui. L'opinion publique mondiale a réussi à assurer qu'existent des possibilités toujours plus grandes de progresser dans tous les domaines afin de réaliser les objectifs des Nations Unies. A la présente session de l'Assemblée générale, beaucoup ont constaté le nouveau climat de dialogue et de débat qui règne et les efforts constructifs qui sont faits pour une compréhension et une coopération mutuelles. Il faut constater cette réalité, mais il ne faut pas pour autant négliger les différences et les difficultés, les obstacles et les droits acquis, qui ralentissent le progrès vers la paix et la sécurité et le règlement de tous les grands problèmes mondiaux qui confrontent l'humanité.

Il y a toute raison d'être optimiste et d'être confiant dans la puissance des peuples pour sauver le monde de l'anéantissement nucléaire, écologique et économique et pour le changer. Mais il ne faut pas se laisser aller à l'autosatisfaction. Il y a ceux qui, très justement, se félicitent du nouveau climat international, mais ils ne comprennent pas qu'il n'y a pas, pour les peuples du monde, de progrès automatique vers les objectifs d'une paix durable, d'un monde à l'abri de l'arme nucléaire, de la violence, de la faim, de la misère, du racisme et du colonialisme de toutes sortes, d'un monde libéré de l'exploitation et de la domination, de la pollution criminelle de l'environnement et de la violation des droits de l'homme. Il n'y a pas de progrès automatique; tout dépend des actes de la communauté internationale. Le nouveau climat international offre aux peuples de

M. Chandra

nouvelles possibilités d'action plus efficace, à condition qu'ils adoptent les nouvelles méthodes de travail q'l'exige le nouveau climat.

Aujourd'hui, alors que je parle ici, le mouvement pour la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie et pour la fin de l'apartheid a pris une nouvelle ampleur. Les mouvements démocratiques d'action de masse en Afrique du Sud, qui défient toutes les restrictions imposées par l'apartheid dans différents domaines, dans les hôpitaux, sur les plages et partout ailleurs, ont remué le monde entier. Les actes de solidarité ont pris une ampleur sans précédent. Alors que nous sommes réunis ici, aux Nations Unies, nous pouvons presque voir de nos propres yeux les 80 000 citoyens et plus d'Afrique du Sud qui ont pris part à la grande marche de l'African National Congress à Johannesburg il y a deux jours. Avec Walter Sisulu et tous les autres qui ont été libérés après avoir passé tant d'années en prison, le peuple sud-africain a manifesté sa volonté et sa détermination de poursuivre et d'intensifier sa lutte.

M. Chandra

Ils réclamaient les choses suivantes : premièrement, la mise en liberté de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers et détenus politiques, sans condition et sans aucune restriction; deuxièmement, la levée de toutes les interdictions et restrictions pour toutes les organisations et personnes frappées d'interdiction; troisièmement, le retrait de toutes les troupes des villes indigènes; quatrièmement, la levée de l'état d'urgence et l'abrogation de toutes les lois, telles que et y compris la "Loi de sécurité intérieure", destinées à limiter l'activité politique; et cinqièmement, la fin de tous les procès et exécutions politiques.

Le Comité ad hoc de l'OUA pour l'Afrique australe, à sa réunion de Harare le 21 août de cette année, avait très justement affirmé que ces conditions étaient essentielles pour tout progrès ultérieur ou pour entamer toute négociation et qu'il fallait que l'administration sud-africaine prenne les mesures qui lui étaient demandées. Le Conseil mondial de la paix (CMP) et, je pense, toutes les organisations non gouvernementales qui réclament la fin de l'apartheid, appuient entièrement ces revendications du peuple de l'Afrique du Sud. Nous nous félicitons des succès du mouvement de libération. La remise en liberté des sept dirigeants de l'African National Congress (ANC) a été obtenue par les peuples et par le mouvement de solidarité mondiale, par les Nations Unies, par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et par plusieurs gouvernements.

Nous déplorons la position adoptée par quelques gouvernements, qui essaient de déformer la réalité et qui demandent, directement ou indirectement, que l'on atténue les sanctions contre le régime raciste. Nous déplorons le fait qu'en ce moment même, de nouveaux engagements aient été pris entre l'Etat d'Israël et le régime raciste sud-africain, qui aideront ce dernier à renforcer sa puissance militaire. Nous demandons aujourd'hui une intensification du mouvement de solidarité, au moment où le mouvement de libération intensifie sa lutte. Nous demandons une fois de plus l'adoption de sanctions obligatoires et complètes ainsi que le renforcement et l'extension des sanctions déjà imposées par tous les gouvernements. Il y a toutes raisons de croire que la lutte du peuple sud-africain et les mouvements de solidarité toujours plus marqués de la part des Nations Unies et des peuples du monde, réussiront à obliger le Gouvernement sud-africain à prendre les mesures qu'on exige de lui.

M. Chandra

Les conditions sont différentes aujourd'hui. Nous pouvons espérer avec confiance que les conditions de négociations qui ont été énoncées par le mouvement de libération, par l'OUA, et qui, nous l'espérons, seront appuyées par les Nations Unies, ouvriront la voie à des progrès plus rapides vers la libération et l'élimination de l'apartheid.

Le monde évolue. Ici aussi, nous constatons un changement, mais ce changement ne signifie pas l'affaiblissement de la lutte, il signifie au contraire son intensification, parce que nous sommes plus proches de la victoire. Les négociations en faveur de la création d'une Afrique du Sud libre, non raciale, démocratique et unie doivent commencer. Mais elles ne peuvent commencer dans une Afrique du Sud prisonnière. Elles ne peuvent commencer tant qu'il restera des prisonniers dans les camps de concentration de l'Afrique du Sud. Elles ne peuvent commencer aussi longtemps que les troupes sont déployées. Elles ne peuvent commencer tant que les principales organisations sont frappées d'illégalité et tant que l'état d'urgence est maintenu. Par conséquent, nous espérons que les Nations Unies appuieront pleinement la résolution de l'OUA sur les conditions essentielles qui permettront d'entamer les négociations.

Nous attendons avec intérêt la prochaine session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera à l'apartheid et nous sommes convaincus que cela permettra d'avancer sur le chemin de la liberté, grâce à l'appui qu'elle apportera aux principes de la Charte de la liberté de l'African National Congress.

Les mouvements nationaux représentés au Conseil mondial de la paix dans 145 pays oeuvrent aujourd'hui résolument pour nous rapprocher du jour où l'Afrique du Sud sera libérée. Nous sommes certains de la victoire; nous l'avons d'ailleurs toujours été depuis bien des années. Mais ce qui est différent aujourd'hui, c'est que nous voyons la victoire bien plus proche qu'elle ne l'a jamais été, à condition que nous ne nous laissions pas duper par ceux qui cherchent à prêcher l'autosatisfaction et à suggérer que, maintenant, il ne nous reste plus rien à faire puisqu'il y a eu un changement d'attitude qui conduira automatiquement à la fin de l'apartheid.

Nous coopérons avec toutes les autres organisations pour mobiliser l'opinion mondiale à l'appui de la résolution de l'OUA et de la libération de l'Afrique du Sud. Au cours des derniers mois, dans chaque continent, ces comités qui sont associés au Conseil mondial de la paix ont organisé des manifestations et des

M. Chandra

réunions à l'appui du mouvement de libération. Ils l'ont fait dans l'esprit que, en ce moment, la meilleure chose que nous puissions faire est d'appuyer leurs appels, les appels du mouvement de libération lui-même, en faveur des conditions qui ont été adoptées par l'OUA. Nous ne disons pas ce que nous avons dit pendant des années, si ce n'est qu'il n'est pas d'amendement possible à l'apartheid : tout ce que l'on peut faire est d'y mettre un terme, mais nous sommes plus proches de ce terme, et si les méthodes correctes sont utilisées - et elles le sont par le mouvement de libération - et si personne ne cherche à se mettre en travers de son chemin et recherche au contraire à appuyer ce que le mouvement de libération souhaite, alors nous pouvons certainement espérer des résultats rapides dans un proche avenir.

Sur quoi porteraient ces négociations, une fois que ces conditions seraient réunies? Eh bien, ces négociations concerneront la fin de l'apartheid et non sa continuation dans de nouvelles conditions. Elles n'ont pas pour but que l'on apporte en quelque sorte un ravalement de façade à l'apartheid; non, ces conditions préliminaires qui, je l'espère, seront appuyées par les Nations Unies, sont celles que le mouvement de libération et l'Organisation de l'unité africaine ont proposées.

Je voudrais maintenant dire quelques mots au sujet de la Namibie, puisque nous sommes à la veille des élections. Tout au long de cette période, les organisations gouvernementales - y compris mon organisation, le Conseil mondial de la paix - ont appuyé pleinement les efforts des Nations Unies en faveur de la libération et de l'indépendance de la Namibie et de l'application des résolutions des Nations Unies, mais nous avons dû maintes fois lancer des avertissements concernant les efforts déployés par le régime de l'apartheid, par les maîtres coloniaux sud-africains en Namibie, pour contourner les résolutions des Nations Unies et empêcher leur application. Nous avons vu à l'œuvre la police et l'armée sud-africaines, ou les groupes terroristes Koevoet, qui ont cherché pendant toute cette période à empêcher des élections libres et équitables. Pas plus tard qu'hier, nous avons appris que, sous l'un ou l'autre prétexte, des efforts ont été faits pour introduire des forces sud-africaines, voire pour retarder les élections en Namibie. Nous espérons que ces efforts n'aboutiront pas, mais il est nécessaire de rester vigilant, de surveiller les événements et de ne pas oublier que le processus de liberté pour la Namibie a été long. Ce processus a été le résultat de la sagesse, des activités et du courage de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et de ses dirigeants ainsi que de l'appui qu'ils ont reçus de nombreux gouvernements dans le

M. Chandra

monde entier, des Nations Unies et de diverses organisations officielles. Mais il est nécessaire de répéter ceci en ce moment même, parce que, indépendamment de ce qui peut survenir dans les jours qui viennent, il convient de rester plus vigilant que jamais et de s'assurer que les Nations Unies veilleront à ce que tout le processus d'indépendance se déroule conformément aux souhaits du peuple de Namibie et déjoueront les efforts qui pourraient être faits par les gouvernements intéressés et, surtout, par le régime raciste, pour subvertir ce processus qu'elles ont conduit de façon si remarquable pendant toutes ces années.

J'ai l'honneur d'être le Président du Sous-Comité des organisations non gouvernementales sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation qui, au cours de cette année, a organisé deux séminaires spéciaux en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid et avec l'appui du Centre contre l'apartheid; le dernier était consacré à l'éducation contre l'apartheid et s'est tenu à Genève en septembre dernier. Là encore, nous avons eu le privilège d'avoir parmi nous d'éminents pédagogues et journalistes et nous avons traité de tous les types d'éducation. L'accent a été mis sur le fait qu'il existe toutes raisons, en tous temps, d'éduquer les peuples et de leur faire connaître la vérité et la réalité pour ce qui est de l'apartheid aujourd'hui. La direction que nous avons prise, les succès que nous avons connus sont véritablement des succès, mais ils ne signifient pas qu'il faut nous arrêter en chemin. Les succès obtenus n'appellent pas à un affaiblissement de la lutte, mais au contraire à son intensification selon des méthodes nouvelles et, animés d'une nouvelle confiance, et sans nous imaginer que quelque chose a maintenant changé dans les coeurs de certains dirigeants sud-africains et qu'ils vont maintenant se diriger automatiquement vers la fin de l'apartheid.

M. Chandra

Ce n'est pas ainsi. C'est un mensonge. Il est clair en revanche que des possibilités évidentes existent d'utiliser les avantages acquis et les succès obtenus pour mettre un terme rapidement à l'apartheid.

Récemment nous avons tenu un séminaire à Kiev, la capitale de l'Ukraine, en coopération avec le Comité de solidarité afro-asiatique de l'Union soviétique pour examiner dans son ensemble la situation en Afrique australe, c'est-à-dire la question de l'Afrique du Sud, de la Namibie, et des Etats de première ligne. Là encore nous avons pu constater les changements intervenus. Cependant nous devons encore lutter résolument contre ceux qui, délibérément ou par manque de compréhension, essaient de nous faire croire qu'actuellement nous n'avons peut-être plus grand-chose à escompter sur le plan de l'action publique car, automatiquement, nous allons vers un nouveau monde dans lequel tous les pays seront indépendants, qu'il nous faut attendre notre heure, nous manifester modérément et ne pas trop mobiliser l'opinion. Nous avons lutté contre ces sophismes concernant la lutte de libération et nous avons réussi à faire comprendre aux gouvernements et aux peuples du monde entier que le moment n'était pas venu de relâcher les efforts.

Je suis certain que les résolutions de l'Assemblée générale et, par la suite, l'accord qui, je pense, interviendra au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, contribueront à rendre plus proche ce jour de libération. Depuis de nombreuses années - outre nous tous ici présents - nombre de gouvernements et d'organisations publiques sont fiers de marcher aux côtés des mouvements de libération. L'apartheid, nous l'avons toujours dit, est odieux et doit être éliminé. Mais, aujourd'hui, notre discours est différent. Il est différent en ce sens que nous sommes plus près de la victoire. D'où la nécessité de continuer à dire ce que nous avons dit et à faire ce que nous avons fait jusqu'à présent avec encore plus de conviction, plus de confiance, plus d'optimisme, plus de certitude et sans complaisance. La route menant à l'indépendance de l'Afrique du Sud, à l'élimination de l'apartheid est ouverte devant nous. Mais c'est une route comportant encore bien des embûches, bien des mines. Nous devons avancer vers ce but aux côtés des mouvements de libération. C'est la plus grande contribution que nous pouvons apporter non seulement à la cause de la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie mais aussi à la cause de la paix, de l'indépendance des autres pays, à la création d'un climat de bonne volonté et à la solution des problèmes globaux.

M. Chandra

Les mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie luttent pour le monde entier et, en retour, le monde entier lutte pour l'indépendance de l'Afrique du Sud et de la Namibie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Chandra du World Peace Council pour les aimables paroles qu'il a eues à l'égard de mon pays et de moi-même.

Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, M. Kamell, de la Westchester People's Action Coalition.

M. KAMELL (interprétation de l'anglais) : La Westchester People's Action Coalition (WESPAC) est une organisation populaire de paix et de justice située à 25 miles du Siège des Nations Unies, à White Plains, dans l'Etat de New York. Nous représentons environ 3 000 familles. L'organisation a été créée il y a 15 ans, après la guerre du Viet Nam aux fins d'étudier, à l'échelon local, les questions d'intérêt général. Bien que dès le départ nous ayons mis l'accent et continuons de le mettre sur le désarmement, nous avons toujours reconnu que, sans justice, il ne pouvait y avoir de paix. Nous participons donc activement aux mouvements qui s'opposent à l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afrique, aux Philippines et au Pacifique. Nous sommes également engagés dans la lutte contre le racisme et le militarisme qui engendrent ici, chez nous, des conditions de vie et de santé précaires et une éducation insuffisante. Notre objectif est de nous organiser localement afin d'amener à créer les conditions dans lesquelles les peuples puissent décider librement de leur propre avenir, sans aucune pression militaire et économique.

Un résultat marquant de notre action contre l'apartheid a été la récente décision législative du comté de Westchester de retirer 40 millions de dollars de la Citibank. Ce retrait a été fait pour protester contre le soutien inconcevable apporté par cette banque à l'apartheid en prorogeant de 10 ans la durée de son prêt de 660 millions de dollars à l'Afrique du Sud. La WESPAC a joué un rôle prépondérant dans la décision du comté.

L'année dernière, nous avons eu le privilège de prendre la parole devant la Commission politique spéciale à propos de la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud et, bien que des changements superficiels se soient produits, une simple lecture de notre déclaration faite alors permet de constater que, fondamentalement, peu de choses ont changé. En tant que partie du mouvement

M. Kamell

international anti-apartheid nous demandions alors : la libération inconditionnelle de tous les détenus et prisonniers politiques; la reconnaissance de toutes les organisations politiques; le retrait des troupes des townships; l'abrogation de l'état d'urgence et de toute la législation répressive et la cessation de tous les procès politiques et des exécutions.

Le Gouvernement sud-africain n'a pris aucune de ces mesures. Au contraire, durant cette période, et particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir du Président de Klerk, des prisonniers politiques ont été pendus aux gibets de Pretoria malgré les appels internationaux à la clémence et des centaines d'opposants à l'apartheid ont été emprisonnés sans accusation, ni procès.

L'Afrique du Sud voudrait faire croire au monde entier qu'elle a changé pour la simple raison que des milliers de personnes n'ont été ni fouettées, ni battues, ni victimes de gaz lacrymogènes lorsqu'elles se sont rassemblées pacifiquement, la semaine dernière, à Soweto. Mais ce n'est pas parce qu'une protestation pacifique contre l'apartheid n'a fait l'objet d'aucune répression que pour autant un changement fondamental et juste s'est produit en Afrique du Sud. L'état d'urgence existe toujours. La censure de la presse existe toujours. Plus de 3 500 prisonniers politiques, certains passibles de la peine de mort, sont toujours dans les geôles sud-africaines. Des détenus languissent encore en prison, soumis à la torture, sans qu'aucune charge ait été retenue contre eux. Certains ont été amenés à entamer une grève de la faim pour attirer l'attention sur leur condition. La semaine dernière 180 Noirs ont été rassemblés, arrêtés et chassés de leurs appartements à Johannesburg parce que ces appartements étaient situés dans une zone "blanche" et, il y a trois jours encore, le New York Times signalait que les déplacements par la force de familles vers des foyers artificiellement créés et non reconnus politiquement se poursuivaient.

Il faudrait être bien naïf pour attendre quoi que ce soit du Président de Klerk qui, en tant que dirigeant du parti nationaliste, a accepté, pas plus tard qu'en juin dernier, de maintenir l'état d'urgence. C'est également le Président de Klerk qui refuse d'appliquer la règle fondamentale d'"un homme, un vote"; le régime majoritaire est une notion démocratique inacceptable pour l'actuel Gouvernement sud-africain. Comme le Président Oliver Tambo, de l'African National Congress, l'a déclaré, le Gouvernement du Président de Klerk semble s'intéresser

M. Kamell

uniquement à "un changement cosmétique de l'apartheid", au maintien des droits de groupes et au maintien de la supériorité blanche dans les structures de l'apartheid. Mais l'histoire ne le permettra pas.

Le Gouvernement sud-africain, c'est évident, ne peut changer sans pression et fait tous ses efforts pour contourner les sanctions économiques internationales prises à son encontre. Malheureusement, il a remporté une victoire, même si elle est relative, lorsqu'il a conclu un accord avec les banques internationales prorogeant leurs prêts pendant plusieurs années encore. Il est également évident que les banques ayant insufflé une nouvelle vie à l'apartheid, la communauté internationale ne peut raisonnablement pas s'attendre à ce qu'elles exercent des pressions pour amener un changement mais un appui peut être trouvé tant aux niveaux gouvernemental que public.

Nous nous joignons donc à la direction du mouvement mondial contre l'apartheid pour demander à tous les gouvernements, individuellement et collectivement, notamment par l'intermédiaire des Nations Unies, d'imposer des sanctions globales et contraignantes à l'Afrique du Sud, y compris des sanctions financières, la suppression de tous les crédits commerciaux et l'interdiction de la conversion de prêts à court terme en prêts à long terme. Nous demandons également le strict respect de l'embargo sur le pétrole et les armes et la pleine mise en œuvre des sanctions.

Pour notre part, nous nous engageons à continuer de faire pression sur notre gouvernement pour étendre et renforcer les sanctions afin de jouer un rôle efficace pour l'instauration de la paix et de la justice en Afrique australe.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole à M. Joseph D. Reilly, qui parlera au nom des bibliothécaires des Etats-Unis.

M. REILLY (interprétation de l'anglais) : Je suis très honoré de l'opportunité qui m'est donnée de prendre la parole devant la Commission politique spéciale sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain au nom des bibliothécaires progressistes de tous les Etats-Unis. Notre profession a trait à l'accès et à la diffusion de l'information. L'essentiel de la bibliothéconomie dans le régime d'apartheid sud-africain est qu'il existe un cadre juridique qui contrôle entièrement la "liberté ... de rechercher, de recevoir et de communiquer les idées et l'information", comme il est dit à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Et nous savons tous que le régime d'apartheid s'est abstenu lors du vote sur cette déclaration en 1948.

Malheureusement, la réaction des organisations de bibliothécaires aux niveaux national et international a été négligeable. Les résolutions contre le racisme sont adoptées et appuyées, mais sont compromises par d'autres résolutions qui apparemment appuient l'accès libre et complet à l'information. J'aimerais éclaircir ce point. Certains bibliothécaires croient qu'en endossant et en appuyant un boycottage, ils passeraient pour des censeurs, et les bibliothécaires sont extrêmement sensibles à tout ce qui touche à la censure. Mais il y a une contradiction fondamentale, comme l'a dit si justement l'une de mes collègues, Zoia Horn :

"Le racisme continue d'exister parce qu'il est possible de contrôler, de manipuler, de déformer l'information et d'en priver tant ses victimes que ceux qui le pratiquent."

Il est clair que, lorsque des motions demandant un boycottage des bibliothèques de l'apartheid sont rejetées, les différents organes et comités des organisations de bibliothécaires, comme l'Association américaine des bibliothécaires et la Fédération internationale des bibliothécaires associés, n'ont pas l'intention de protéger la "liberté ... de rechercher, de recevoir et de communiquer l'information et les idées". Encore une fois, pour citer Zoia Horn :

"Les éditeurs, les libraires, les fournisseurs de données de base, ne veulent naturellement pas de restrictions sur la vente de leurs produits. Ce qui les intéresse ce sont les bénéfices."

M. Reilly

Pour donner un exemple récent de cela, Robert Wedgeworth, qui est le doyen de l'Ecole des bibliothécaires de l'Université de Columbia, laquelle, peut-on soutenir, est la meilleure du monde, et ancien président de l'Association des bibliothécaires américains, s'est rendu, de façon honteuse, dans l'Afrique du Sud de l'apartheid au nom de l'Association des éditeurs américains, sous prétexte de faire une étude sur la disponibilité de matériels pédagogiques en Afrique du Sud. Il est inutile de rechercher un sens caché à ses intentions parce que M. Wedgeworth déclarait ouvertement dans un communiqué de presse qu'une "proposition avait été faite et appuyée par les éditeurs américains tendant à ce que que les bénéfices des ventes en Afrique du Sud soient mis dans un fonds d'affectation spéciale à l'appui de bourses et autre assistance aux Sud-Africains noirs".

En plus de la mentalité raciste et coloniale que démontre la fourniture de matériel pédagogique à un pays dont le peuple en lutte a connu de nombreuses difficultés pour redéfinir son éducation, nous sommes en présence ici d'une excuse invoquée par des gens avides pour étendre leurs activités à un marché auquel ils n'ont pas droit.

J'ajouterais, ce qui est assez intéressant, que M. Wedgeworth siège au Conseil d'administration de la Wilson Library Publishing Company, l'une des principales sources mondiales de matériels de bibliothèques tels que monographies, matériels audio-visuels et électroniques. En outre, il nous a été rapporté que M. Wedgeworth avait également agi, alors qu'il se trouvait en Afrique du Sud, au nom de la Fédération internationale des bibliothécaires associés. Comme il est bien connu, cette fédération, dont M. Wedgeworth siège également au Conseil d'administration, a été une source de consternation pour tous les bibliothécaires progressistes qui luttent contre le régime d'apartheid. La Fédération a été priée à maintes reprises de retirer ses membres de l'organisation pro-apartheid, l'Institut sud-africain des bibliothèques et de la science de l'information, mais elle a toujours refusé de le faire. Pour mettre en évidence son racisme et son appui aux positions pro-apartheid les plus fondamentales, je citerai un extrait d'une lettre que j'ai reçue, en mai dernier, de Mme S. S Wallis, Présidente actuelle de l'Institut sud-africain des bibliothèques et de la science de l'information :

"L'apartheid ne fait absolument pas partie du monde des bibliothécaires; tous les renseignements sont librement disponibles pour tous ceux qui le souhaitent. Le seul 'apartheid' que je connaisse est celui des bibliothèques

M. Reilly

américaines et européennes qui refusent de fournir l'information à l'Afrique du Sud. La plupart des bibliothèques partout dans le pays sont disponibles pour tous, surtout celles qui sont situées dans les cités et les villes plus larges. Malheureusement, il existe encore de petites bibliothèques publiques dirigées par des autorités locales de petites régions du pays qui fournissent des services à toutes les races, mais chacune dans des endroits séparés... Il semble que peu de pays savent que notre pays est véritablement multiracial, surtout parmi les bibliothécaires, probablement parce que les rapports qui paraissent dans la presse sont biaisés et à sensation."

J'ai cité longuement cette lettre pour montrer comment l'Institut est, en 1989, une institution qui n'a aucun sens de la réalité. Ces descriptions absurdes de service de bibliothèque dans l'Afrique du Sud de l'apartheid sont tout à fait contraires à mes recherches, aux recherches de Mokubung Nkomo et à celles menées par l'Université de Witwatersrand et, plus important encore, aux témoignages des Sud-Africains eux-mêmes. Ce sont ces bibliothèques associées à cette organisation de bibliothécaires racistes que nous tentons d'écartier de la FIBA. Et celle-ci ne fait rien. À sa récente réunion annuelle de Paris, la FIBA n'a même pas voulu discuter de cette question. Le Secrétaire général de la Fédération, Paul Nauta, dans un mémorandum révélateur, déclare :

"La Fédération des bibliothécaires associés est une association professionnelle et non politique."

C'est inacceptable, et nous demandons aux Nations Unies de nous aider à persuader la Fédération de faire en sorte que les bibliothécaires sud-africains qui font partie de l'Association des bibliothécaires sud-africains ne fassent plus partie de la Fédération.

Enfin, il est important de noter que notre intérêt ne se limite pas à un processus destructif dans nos efforts en vue d'aider la lutte de libération en Afrique du Sud. Ce que nous voulons, c'est déplacer les institutions de l'apartheid, les isoler et, à leur place, reconnaître et appuyer totalement des organisations populaires. Dans le domaine de la bibliothéconomie, il y a, heureusement, d'autres structures en conflit direct avec les bibliothèques de l'apartheid. En tout premier lieu, il y a la bibliothèque du Solomon Mahlangu Freedom College, administrée par l'African National Congress. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, de grands progrès sont faits pour organiser des centres de

M. Reilly

ressources populaires, comme la Bibliothèque des travailleurs, à Johannesburg. Des organisations d'église participent également à ce processus. Le Centre oecuménique du Centre de ressources à Durban est une source d'information importante pour la communauté environnante. Il y en a d'autres. Mais leur existence est fragile et peut faire l'objet de descentes de police, de sabotage et d'une pénurie de ressources de base nécessaires au fonctionnement. Notre tâche consiste à nous identifier à ces organismes démocratiques, à leur donner notre reconnaissance institutionnelle et notre appui, et à faire le nécessaire pour leur donner la "liberté ... de rechercher, de recevoir et de communiquer l'information et les idées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole à Mlle Karen Talbot du Centre international pour la paix et la justice.

Mlle TALBOT (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant la Commission au nom du Centre international pour la paix et la justice et du Worldview Digest, dont je suis la Directrice, sur cette question brûlante de l'élimination de l'apartheid.

Dans ma déclaration, j'évoquerai de brèves interventions de plusieurs membres américains de notre conseil consultatif. Chacun d'eux représente un groupe important aux Etats-Unis : William Winpisinger, Président de l'Association internationale des machinistes et travailleurs de l'aérospatial, l'un des plus grands et des plus importants syndicats des Etats-Unis; Molly Yard, Présidente de l'Organisation nationale des femmes, la plus grande organisation des femmes aux Etats-Unis; la Présidente du Conseil municipal de Détroit, Erma Henderson; M. Carlton Goodlett, éditeur bien connu et ancien président de l'Association des éditeurs de journaux nationaux (The Black Press); et M. Linus Pauling, prix Nobel de la paix et de chimie.

Mlle Talbot

Mes remarques reflètent également les opinions de tous nos conseillers et associés, y compris de personnalités telles que Mme Sonja Davies, membre travailliste du Parlement en Nouvelle-Zélande, James Lamond, membre travailliste du Parlement au Royaume-Uni, Hermod Lannung, Président international des Fédéralistes mondiaux, Edith Ballentine, Secrétaire générale de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, et beaucoup d'autres.

Nous concentrons tous notre attention sur la situation en rapide évolution en Afrique du Sud. Nous nourrissons l'espoir que nous sommes peut-être en train d'assister aux premiers craquements du bastion inhumain, criminel et blâmable de l'apartheid, que nous sommes enfin sur le point de voir l'apartheid s'effondrer comme les murs de Jéricho.

Mais comment ces craquements qui, pour petits qu'ils soient, n'en sont pas moins significatifs, ont-ils pu se produire dans l'édifice du système raciste? Qu'est-ce qui viendra, tel un tremblement de terre géant, secouer les fondations mêmes de la justice et de la dignité humaine en Afrique du Sud? Est-ce le bon cœur de F. W. de Klerk, qui parle de réformer l'apartheid?

Non, nous sommes tous conscients que tout changement d'attitude de la part de M. de Klerk et des dirigeants de l'apartheid a été et continuera d'être avant tout, le résultat de la résistance résolue et héroïque de la majorité noire d'Afrique du Sud sous la direction du mouvement de libération et du mouvement démocratique de masse. Ce changement d'attitude est le résultat de la campagne de défi, de protestations et de marches non violentes et glorieuses, ainsi que des grèves massives dirigées par le Congrès des syndicats sud-africains qui compte un million d'adhérents. Cette force invincible, cette vaillante opposition à l'apartheid, est plus forte que jamais et se renforce quotidiennement.

Tout changement d'attitude du régime de Pretoria est également dû aux pressions politiques et économiques de la communauté internationale. La libération du dirigeant de l'African National Congress (ANC), Walter Sisulu, et de sept autres personnalités, dont six sont aussi des dirigeants et des activistes de l'ANC, est en partie le résultat de la menace de nouvelles sanctions économiques, notamment à l'égard des prêts à l'Afrique du Sud, auxquelles on s'attendait à la suite de la réunion des chefs d'Etat du Commonwealth.

C'est la pression économique internationale qui, s'ajoutant à la résistance intérieure, a constraint M. de Klerk à permettre la série de marches et de rallyes

Mlle Talbot

qui ont eu lieu récemment. De même, c'est la pression internationale et la détermination du mouvement de libération, ainsi que les revers militaires, qui ont amené l'Afrique du Sud à la table des négociations en ce qui concerne la Namibie.

Pour le moment, on entend beaucoup parler de réformer l'apartheid. Cependant, comme les dirigeants de l'ANC, l'archevêque Tutu et d'autres l'ont souligné, il faut plus que des paroles. Il faut une véritable action de la part du Gouvernement sud-africain, et il faut de véritables négociations avec les dirigeants légitimes de la majorité noire. Comme l'a dit Walter Sisulu lors du rallye géant de l'ANC qui a eu lieu récemment à Johannesburg :

"A ce jour, rien ne donne à penser que le Gouvernement songe sérieusement à des négociations. Toutes les déclarations sont vagues."

Nous savons qu'il n'est pas possible d'amender, de rapiécer, d'enjoliver, de réformer ou de refondre l'apartheid; il faut l'éliminer totalement.

Une estimation de la sincérité réelle de M. de Klerk passe par la conclusion d'un règlement politique grâce à des négociations fondées sur la justice et la paix pour tous, une solution choisie et recherchée depuis longtemps par le mouvement de libération et la majorité de la population d'Afrique du Sud, un règlement politique qui transformerait l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique et non racial.

Ce sont certains principes préalables exigés par les dirigeants de la lutte en Afrique du Sud et par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réunis à Harare, qui doivent constituer l'étalon à appliquer s'il est vrai que de telles négociations peuvent avoir lieu. On les a mentionnés à plusieurs reprises aujourd'hui, mais cela ne fait aucun tort de les mentionner à nouveau. Ces conditions sont les suivantes : la libération inconditionnelle de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers et détenus politiques, sans qu'aucune restriction ne leur soit imposée; la levée de toutes les interdictions et restrictions imposées à toutes les organisations et personnes proscrites et soumises auxdites restrictions; le retrait de toutes les troupes des townships; la fin de l'état d'urgence et l'abolition de toute législation, telle que et y compris l'Internal Security Act; et la cessation de tous les procès politiques et de toutes les exécutions politiques. Ces principes sont absolument nécessaires pour que les négociations progressent et que l'on puisse mettre un terme à l'apartheid.

Compte tenu des "concessions" récentes de l'Afrique du Sud, diverses opinions ont été exprimées selon lesquelles on pourrait "donner une chance à M. de Klerk".

Mlle Talbot

En fait, dans ce contexte apparaît ce que certains ont estimé comme un changement important dans la politique de l'Administration des Etats-Unis du Président George Bush. Le Secrétaire d'Etat adjoint Herman Cohen a donné à l'Afrique du Sud jusqu'au mois de juin, moment où se termine la session parlementaire, pour effectuer des changements. A ce moment-là, si ces changements ne sont pas intervenus, les Etats-Unis agiront. Ni les changements recherchés par l'Administration Bush ni les mesures qui seraient adoptées en l'absence de tels changements ne sont très clairs. Ainsi, l'on attend toujours l'annonce d'un appui aux principes de Harare de l'OUA en faveur des négociations.

Nombreux sont ceux qui, à Capitol Hill, ont critiqué la position de l'Administration Bush. Le sénateur Edward Kennedy, par exemple, a dit qu'il ne faudrait pas accorder de "période de grâce" au Gouvernement sud-africain. Il a déclaré que :

"les sanctions commerciales et financières déjà adoptées par le Congrès des Etats-Unis en 1986 ont été utiles et d'autres sanctions sont maintenant nécessaires."

En effet, même le Secrétaire d'Etat adjoint Cohen a finit par concéder, après que l'on eût insisté, que les sanctions avaient joué un rôle pour stimuler "une nouvelle réflexion dans l'édifice du pouvoir blanc en Afrique du Sud".

M. Bob Hawke, Premier Ministre d'Australie, parlant à l'occasion du sommet du Commonwealth, a déclaré qu'il faudrait accroître les sanctions pour "maintenir la pression". Il a ajouté que les sanctions s'étaient révélées efficaces et devraient être renforcées.

L'archevêque Tutu et d'autres personnalités ont dit que malheureusement le rééchelonnement des prêts de 8 milliards de dollars à l'Afrique du Sud avait peut-être déjà allégé la pression, pour le moment.

En discutant avec des membres du Congrès des Etats-Unis, on m'a parlé de la stratégie du Congrès en ce qui concerne l'accroissement des sanctions. Comme nous le savons, la Chambre des représentants a adopté en 1990 une loi sévère, présentée par le représentant Ronald Dellums de la Californie, portant sur des sanctions totales et complètes. Le Sénat, un Sénat dominé à l'époque par les républicains, a approuvé une version beaucoup plus diluée de la loi, dont le résultat a été un compromis beaucoup plus faible que l'ensemble total des sanctions de la Chambre.

Mlle Talbot

En 1988 encore une fois, la Chambre des représentants a adopté une loi, parrainée par 142 auteurs, ce qui est pour ainsi dire sans précédent, appelant des sanctions globales. Le vote a été de 244 contre 132 en faveur de la loi appelant des sanctions globales, mais elle n'a pas été entérinée par un Sénat contrôlé par les démocrates. Pour que le Sénat adopte une loi concernant de plus fortes sanctions, l'appui de seulement 10 sénateurs de plus est nécessaire. De toute façon, il est peu probable que cela arrive avant janvier prochain, et un sentiment bipartiste prononcé tend à donner une chance au Président Bush ainsi qu'à M. de Klerk. Le sentiment prévaut selon lequel ces 10 votes pourront être réunis si de Klerk n'a pas agi d'ici à mars en vue de créer un Etat non racial.

Dans les organisations non gouvernementales et les mouvements locaux, on connaît le pouvoir de l'opinion publique. Au Centre pour la paix et la justice, nous appelons avec beaucoup d'autres à la mobilisation locale pour faire connaître au Sénat la volonté du peuple d'instituer maintenant des sanctions globales. Nous ne nous contentons pas simplement d'accepter ce que l'on considère comme tactiquement possible au Sénat. Nous savons que la pression de la population est nécessaire pour aider à déterminer ce qui est possible.

Mlle Talbot

Nous demandons instamment à tous les particuliers de contacter leurs sénateurs pour leur demander de parrainer et d'appuyer le Senate Bill S507 et d'adopter cette loi sans l'assortir d'amendements paralysants. C'est le mouvement de masse qui était à l'origine de l'appui fourni au Dellums Bill en 1986. De même, c'est l'action populaire qui garantira qu'une pression suffisante soit exercée en vue de l'élimination complète de l'apartheid et non de simples changements de façade.

Les membres du conseil consultatif de notre centre m'ont demandé de donner lecture de leurs déclarations. M. William Winpisinger, de l'Union internationale des mécaniciens, dit ce qui suit dans sa déclaration :

"Nous devons faire savoir au nouveau gouvernement de l'Afrique du Sud que le monde en a assez du système abominable de l'apartheid, qui équivaut à maintenir la grande majorité de la population sud-africaine en esclavage et à lui refuser la démocratie. Maintenant il faut accentuer la pression, et non la relâcher."

La Présidente du Conseil municipal de Detroit, Mme Erma Henderson, dit dans sa déclaration :

"Les peuples du monde entier acclament ce qui apparaît comme un progrès dans la lutte contre l'apartheid et nous y puisons un regain d'espoir d'une victoire totale proche. Les peuples du monde entier devraient faire davantage pour qu'elle devienne réalité, par exemple en envoyant des cadeaux et des témoignages d'affection, d'appui et de reconnaissance aux enfants d'Afrique du Sud, qui ont besoin de vêtements, d'aliments, d'instruction et d'encouragement. C'est le meilleur message que l'on puisse adresser aux dirigeants racistes de l'Afrique du Sud et ce serait également une contribution à l'amitié et à la paix mondiales."

Le Dr Linus Pauling, lauréat du prix Nobel, a déclaré :

"Je suis fermement convaincu que nous devons augmenter la pression sur le régime sud-africain pour qu'il soit mis fin à l'apartheid maintenant."

Molly Yard, Présidente de la National Organization of Women (NOW), la plus importante organisation féminine américaine, a déclaré :

"Il y a longtemps que notre organisation a pour politique de lutter pour mettre fin à l'apartheid. Les sanctions adoptées jusqu'ici par les Etats-Unis ne vont pas assez loin. Elles doivent être renforcées. NOW est fermement décidée à atteindre cet objectif."

Mlle Talbot

Ce sont là les réflexions de certains membres américains de notre conseil consultatif.

Pour terminer, je dirai que nous savons bien que ce sont l'action et la pression exercées par la population sud-africaine et le reste du monde qui ont permis les progrès accomplis jusqu'ici. Si tel est le cas, ce n'est qu'en continuant de faire pression sur le régime sud-africain que l'on parviendra à la victoire totale et à la réalisation d'une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique. Aux Etats-Unis - l'un des pays à fournir un appui important à l'Afrique du Sud de l'apartheid -, nous estimons qu'il est de notre responsabilité particulière de continuer à faire pression sur ce régime. Les membres de l'International Center for Peace and Justice sont également fermement décidés à accorder tout l'appui et toute la publicité possibles aux efforts extrêmement efficaces déployés par les Nations Unies, le Centre contre l'apartheid et le Comité spécial contre l'apartheid.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole à Mme Anita Jansson, qui parlera au nom des Nordic Anti-Apartheid Movements.

Mme JANSSON (Nordic Anti-Apartheid Movements) (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie également la Commission politique spéciale de m'avoir donné la possibilité de lui faire part des vues des Nordic Anti-Apartheid Movements sur la question de l'apartheid et la responsabilité de la communauté internationale en l'occurrence.

J'appartiens à un groupe de solidarité militante suédois qui s'appelle Africa Groups, mais je parle ici en tant que représentante des Nordic Anti-Apartheid Movements de la Suède, du Danemark, de la Norvège et de la Finlande. Ensemble, ces groupes militants et les organisations qui les chapeautent représentent quelque 2 millions de ressortissants des pays nordiques. Ils jouent un rôle important dans l'appui des pays nordiques à la lutte contre l'apartheid et aux Etats de première ligne, par le biais de campagnes d'information, de campagnes en faveur de sanctions, de collectes de fonds et de matériel, etc.

Pour commencer, je voudrais dire quelques mots des sanctions prises actuellement par les pays nordiques contre l'Afrique du Sud. Ces sanctions sont parmi les plus complètes du monde et comprennent les mesures suivantes : interdiction complète du commerce de marchandises; interdiction complète de la livraison de pétrole à l'Afrique du Sud; suppression totale des liaisons aériennes

Mme Jansson

avec l'Afrique du Sud; interdiction complète de l'octroi de prêts et de crédits au Gouvernement ou aux milieux d'affaires sud-africains; interdiction de faire de nouveaux investissements en Afrique du Sud, et interdiction d'octroyer des licences et des brevets.

Ces mesures ont été prises à la suite des fortes pressions exercées par les mouvements anti-apartheid dans nos pays dont les exigences ont été notamment appuyées par les syndicats et les églises ainsi que par le public en général. Les Nordic Anti-Apartheid Movements estiment que ces mesures sont très importantes et représentent une grande victoire pour les pays nordiques dans leur lutte contre l'apartheid. Elles prouvent qu'il est possible d'agir contre l'apartheid, bien que nos gouvernements respectifs, au départ, aient estimé que certaines de ces mesures étaient impossibles.

En plus de ces sanctions économiques, il y a les réglementations extrêmement strictes appliquées aux visas délivrés aux citoyens sud-africains. En outre, grâce aux campagnes menées dans ce sens, pratiquement tous les liens sportifs et culturels avec l'Afrique du Sud de l'apartheid ont été coupés. Les spectacles donnés dans les pays nordiques par des artistes figurant sur la liste noire des Nations Unies sont également pratiquement tous interdits.

Il existe cependant quelques importantes lacunes dans le programme d'action nordique contre l'apartheid. Le commerce de services n'a pas encore été interdit; le commerce par filiales interposées de pays tiers n'est pas interdit, et, surtout, des sociétés suédoises et danoises continuent d'opérer en Afrique du Sud. Les Nordic Anti-Apartheid Movements font actuellement campagne pour que ces relations économiques soient également incluses dans le programme de sanctions.

Les Nordic Anti-Apartheid Movements appuient vigoureusement l'appel en faveur de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud de la part des pays à titre individuel, et en faveur de sanctions complètes et obligatoires de la part des Nations Unies. Les raisons de cette démarche sont les suivantes : la majorité sud-africaine opprimée, représentée par l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) et le mouvement démocratique de masse, continue de réclamer l'adoption de nouvelles sanctions; pas une des mesures prises par le régime sud-africain et pas une de ses vagues promesses n'a permis de se rapprocher vraiment de la fin de l'apartheid, et les événements qui se sont produits récemment en Afrique du Sud prouvent que les sanctions sont efficaces.

Mme Jansson

Les Nordic Anti-Apartheid Movements sont extrêmement peinés de constater que certains milieux de la communauté internationale sont prêts à abandonner la lutte contre l'apartheid. Les Gouvernements britannique et américain, entre autres, ont demandé un gel, voire une levée des sanctions, prétextant les mesures - uniquement superficielles d'ailleurs - prises par le régime sud-africain, telles que la libération récente de huit dirigeants âgés de l'opposition.

Certains pays semblent ne pas accorder la moindre attention à l'appel à l'aide lancé par le peuple sud-africain. Les chiffres publiés récemment indiquent par exemple que la République fédérale d'Allemagne arrive désormais en tête du commerce avec l'Afrique du Sud. Ce pays a également vendu les plans d'un sous-marin à l'Afrique du Sud, en violation grossière de l'embargo des Nations Unies sur les armes. D'autres pays ont également beaucoup intensifié leur commerce avec l'Afrique du Sud : la Suisse, Hong-kong, la Belgique et le Luxembourg.

Le comité technique des créanciers de l'Afrique du Sud a secrètement versé des milliards de dollars au régime de l'apartheid pour continuer à soutenir le système d'apartheid. Pour cela, ces pays ont accepté de rééchelonner les prêts consentis à l'Afrique du Sud. Nous sommes absolument indignés par cette mesure. De tels actes ne visent qu'à créer un climat de "situation normale" avec le régime d'apartheid, alors que les revendications essentielles de la population sud-africaine ne sont toujours pas satisfaites.

Le régime sud-africain n'est pas en train de devenir humanitaire - il est contraint de faire des concessions. L'autorisation accordée récemment d'organiser des manifestations - même l'énorme rassemblement organisé par l'ANC - n'est rien d'autre qu'une manœuvre pour parer aux appels de plus en plus nombreux réclamant de nouvelles sanctions internationales et permettre au régime de sauver la face en faisant ces concessions, ce qui se produit de plus en plus souvent de toute façon en Afrique du Sud, où la population a décidé de lever elle-même l'interdit frappant l'ANC et de défier d'autres interdits encore. L'élargissement des huit dirigeants relâchés était une nécessité pour le régime sud-africain, désireux d'échapper à de nouvelles sanctions de la part de la Conférence du Commonwealth; il faisait aussi probablement partie, directement ou indirectement, du marché conclu lors du rééchelonnement de sa dette.

Mme Jansson

Le plan quinquennal d'intégration de la population noire au système parlementaire dont parle le régime a également pour but d'écartier les menaces de sanctions supplémentaires et d'encourager la levée des sanctions existantes. Le genre d'intégration envisagé par le système est cependant loin du principe "à chacun une voix". L'objectif est de maintenir les groupes raciaux et la suprématie blanche grâce à une représentation disproportionnée dans le processus de prise de décision, qui s'alignerait sur le système tricaméral actuel.

Ce que nous voyons en Afrique du Sud, ce sont bien des changements, de légères améliorations, mais des changements qui s'inscrivent dans le contexte du rééchelonnement des prêts - processus vital pour le régime actuel - dans celui de la Conférence du Commonwealth, où il était fortement question de proposer des sanctions, ainsi que dans celui de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'Afrique du Sud qui se tiendra en décembre.

Certains d'entre nous se souviendront qu'il y a deux mois à peine, avant et pendant les élections réservées aux Blancs seulement qui se sont déroulées en Afrique du Sud, l'opposition a été brutalement réprimée et qu'il y a eu 20 morts et des centaines d'arrestations.

Certains d'entre nous se rappellent sans doute aussi que quelque 700 anciens détenus, remis en liberté après une grève de la faim massive et des pressions internationales très fortes, font encore l'objet de restrictions très sévères. Plus de 3 000 personnes purgent des peines d'emprisonnement pour raisons politiques et 88 attendent leur exécution, également pour des raisons politiques. Les principales organisations démocratiques continuent d'être proscribes et n'ont droit à aucune activité politique, et la censure des médias reste très stricte.

Le système des bantoustans reste en vigueur, condamnant des millions de personnes à une misère extrême et en les privant de la citoyenneté sud-africaine. Pour ceux d'entre nous qui ont de la mémoire et qui sont lucides, le message est clair : l'apartheid et l'oppression sévissent encore en Afrique du Sud.

Les mouvements anti-apartheid nordiques appuient pleinement la Déclaration de Harare adoptée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Mouvement des pays non alignés.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, les mouvements anti-apartheid nordiques réclament des sanctions accrues contre le régime d'apartheid en vue de l'application de sanctions globales et obligatoires par le Conseil de sécurité.

Mme Jansson

Le dénouement du conflit sud-africain et l'éradication complète du système d'apartheid sont de la plus haute importance non seulement pour l'Afrique du Sud elle-même mais aussi pour l'ensemble de la région. Pendant la seule année 1988, la déstabilisation engendrée par l'apartheid a coûté plus de 10 milliards de dollars aux pays voisins, soit 43% de leur produit intérieur brut. Pour la période 1980-1988, le coût s'élève à 62 milliards de dollars. Pendant la même période, 1,5 million de personnes - dont les deux tiers étaient de jeunes enfants - ont perdu la vie en raison des activités de déstabilisation sud-africaines dans la région.

Chaque jour que subsiste l'apartheid entraîne d'autres pertes de vies d'enfants en Afrique du Sud et dans la région. Cela fait peser un lourd fardeau de culpabilité sur ceux qui pourraient arrêter l'apartheid mais ne s'y emploient pas résolument.

Les petites concessions consenties jusqu'à présent par le régime montrent clairement que les sanctions font effet. Tant que les conditions fixées dans la Déclaration de Harare n'auront pas été satisfaites, c'est-à-dire tant que n'aura pas été adoptée par le peuple sud-africain une nouvelle constitution à la négociation de laquelle auront participé librement tous les leaders politiques et toutes les organisations démocratiques, les pressions exercées sur le régime d'apartheid devront être maintenues et même renforcées.

La séance est levée à 16 h 50.